



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUËL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention financière entre l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) et Montpellier Méditerranée Métropole - Remboursement des sommes reçues de Ryanair - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques (APFTE) est une association loi 1901 créée en 2010 par la Chambre du commerce et de l'industrie de Montpellier avec plusieurs entreprises, collectivités territoriales et leurs groupements. L'association a pour objet « *la promotion et le développement du tourisme, y compris d'affaires sur le territoire par des marchés de promotion, l'achat de publicités sur internet et de prestations marketing ou tout autre support publicitaire tel que la participation à des foires et salons, pour attirer une clientèle internationale* ».

L'association a conduit entre 2010 et 2017 une politique publique de développement de la fréquentation touristique de son territoire Montpelliérain, basée sur diverses études révélant l'impact des flux touristiques européens, issus de nouvelles connexions de transports, sur les économies locales et régionales. Montpellier Méditerranée Métropole, au même titre que plusieurs autres collectivités publiques, a décidé d'accorder durant plusieurs années une subvention à cette association. Ces subventions ont permis à l'APFTE de passer des contrats de services de marketing territorial visant à promouvoir la destination Montpellier, avec plusieurs compagnies aériennes, dont la société irlandaise Ryanair.

Par décision du 2 août 2019 concernant l'aide d'Etat SA.47867 2018/C (ex 2017/FC) mise à exécution par la France en faveur de Ryanair et d'Airport Marketing Services, la Commission européenne a ordonné à la France de récupérer auprès de Ryanair les aides illégales et incompatibles accordées par l'APFTE dans le cadre des contrats de services de marketing conclus avec la compagnie aérienne Ryanair depuis 2010. En exécution de cette décision, Ryanair a remboursé à l'APFTE un montant de 9 206 324,40 €, ce montant correspondant aux aides à récupérer, augmentées d'intérêts.

Cette décision de la Commission a fait l'objet d'un recours en annulation le 3 février 2021 de la part de la Société RYANAIR devant le Tribunal de l'Union européenne, en vertu de l'article 263 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Ce recours qui n'est pas suspensif est toujours pendant. Un pourvoi sera ensuite possible devant la Cour de Justice de l'Union européenne.

La décision de la Commission européenne du 2 août 2019 n'étant pas définitive, les sommes versées par Ryanair ne sont donc pas définitivement acquises.

Montpellier Méditerranée Métropole a émis le souhait de récupérer la somme qui potentiellement pourrait lui revenir en cas d'issue favorable de la procédure. Cette somme est de 2 777 572,94 € (deux millions sept cent soixante-dix-sept mille cinq cent soixante-douze euros et quatre-vingt-quatorze centimes), pouvant être décomposée en 2 599 317,71 € de principal et 178 255,23 € d'intérêts.

Toutefois, consciente de l'absence de caractère définitif de la décision de la Commission européenne qui a entraîné le versement de la somme de 9 206 324,40 € par la Société Ryanair, et désireuse de garantir l'APFTE et ses dirigeants de toute demande en ce sens par la Société Ryanair, Montpellier Méditerranée Métropole entend pleinement garantir l'APFTE du remboursement immédiat des sommes reversées en cas d'annulation de la décision de la Commission par le Tribunal de l'Union européenne et éventuellement par la Cour de justice de l'Union européenne en cas de pourvoi.

La présente convention a ainsi pour objet :

- De définir le principe et les modalités de recouvrement, relatif à la quote-part de Montpellier Méditerranée Métropole (soit 2 777 572, 94 €) au titre du montant reversé par la Société Ryanair à l'APFTE (soit

9 206 324, 40 €) ;

- De garantir l'APFTE du remboursement immédiat des sommes reversées en cas d'annulation de la décision de la Commission du 2 août 2019 concernant l'aide d'Etat SA.47867 2018/C (ex 2017/FC) par le Tribunal de l'Union européenne et éventuellement par la Cour de justice de l'Union européenne en cas de pourvoi.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre l'APFTE et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Hervé MARTIN.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204065-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention bipartite APFTE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.